



COMMUNE DE SAVIGNY

Préavis de la Municipalité de Savigny au Conseil communal

11/2015

Arrêté d'imposition pour les années 2016 et 2017

Réf. : FI 1790 / BPa

I:\2-finances\classement\1790\Arrêté d'impôt 2016-2017.docx

Savigny, le 21 août 2015

TABLE DES MATIERES

1. Objet du préavis.....	3
2. Bases légales.....	3
3. Mode de fonctionnement.....	3
4. Généralités.....	4
4.1 Bref rappel du taux d'impôt.....	4
4.2 Évolution des taux d'impôt dans notre région.....	4
4.3 Comparaison de l'impôt par point par habitant.....	5
5. Paramètres financiers.....	6
5.1 Dépenses.....	6
5.2 Recettes – Evolution des recettes fiscales.....	6
5.3 22 ^{ème} rapport de la Municipalité « Plan financier et inventaire des travaux et équipements – Années 2010-2019 ».....	6
5.4 Analyse.....	7
6. Proposition municipale.....	7
7. Arrêté d'imposition.....	8
8. Conclusions.....	8

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

1. Objet du préavis

L'actuel arrêté d'imposition de notre commune, valable pour les années 2014 et 2015, a été adopté par le Conseil communal le 7 octobre 2013 et approuvé par le Conseil d'Etat en date du 27 novembre 2013. Son échéance est fixée au 31 décembre 2015.

2. Bases légales

Conformément à l'article 33 de la Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom), chaque commune doit soumettre un arrêté d'imposition à l'approbation du Conseil d'Etat. Cette année le délai a été fixé au 30 octobre 2015.

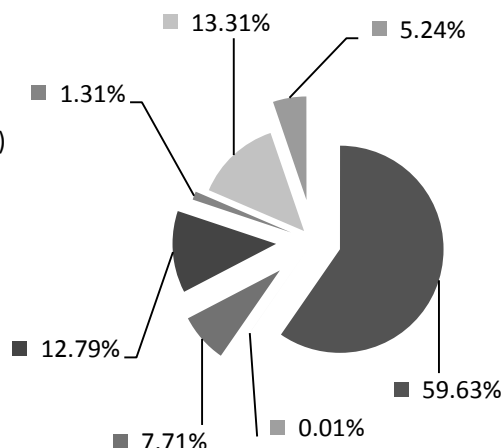
L'arrêté peut être élaboré pour une période de cinq ans au maximum. Sans présentation d'un nouveau texte à l'échéance d'un arrêté, le Conseil d'Etat proroge d'office l'ancien pour une durée d'une année conformément à l'article 35 LICom. A l'inverse, indépendamment de la durée fixée pour l'arrêté en vigueur, une commune peut chaque année soumettre un nouvel arrêté au Conseil d'Etat.

3. Mode de fonctionnement

Nous rappelons que l'arrêté d'imposition est le seul moyen pour la Municipalité de s'assurer des rentrées financières susceptibles de couvrir, au minimum, le montant des charges qu'elle inscrit au budget de fonctionnement et de libérer une marge d'autofinancement suffisante pour procéder aux amortissements obligatoires des dépenses d'investissements consenties antérieurement.

Le détail des recettes communales des comptes 2014 est le suivant :

- Impôts CHF 9'506'037 (59.63%)
- Patentes & concessions CHF 725 (0.01%)
- Revenus du patrimoine CHF 1'229'963 (7.71%)
- Taxes, émoluments CHF 2'038'372 (12.79%)
- Parts à recettes cantonales CHF 208'684 (1.31%)
- Remb. collect. publiques CHF 2'122'688 (13.31%)
- Autres particip. /subv. CHF 835'771 (5.24%)



Il en résulte que les comptes 2014 présentent :

- Une marge d'autofinancement négative de CHF 21'962.61
- Un excédent de charges après amortissements de CHF 974'523.56

4. Généralités

4.1 Bref rappel du taux d'impôt

L'article 6 LICom précise que l'impôt communal se perçoit en pour-cent de l'impôt cantonal de base. Ce pour-cent doit être le même pour tous les impôts indiqués à l'article 5 LIC, soit : revenu et fortune des personnes physiques, bénéfice, capital et impôt minimum des personnes morales.

4.2 Évolution des taux d'impôt dans notre région

Le taux a été fixé à 72 % de l'impôt cantonal de base durant les années 2004 à 2010. Il a été réduit à 66 % pour 2011 en raison de la bascule de six points en faveur du canton dans le cadre de l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation. En 2012, il est remonté à 68 % à la faveur d'une nouvelle bascule au profit des communes consécutive à la réforme de l'organisation policière vaudoise. Ce taux de 68 % a été maintenu en 2013.

Enfin, le 7 octobre 2013, le Conseil communal approuvait un taux de 67 % pour les années 2014 et 2015.

L'évolution des coefficients d'impôt ci-dessous montre que Savigny est légèrement en dessous de la moyenne cantonale :

Années	2011	2012	2013	2014	2015
Belmont-sur-Lausanne	69.0	71.0	71.0	69.5	69.5
Bourg-en-Lavaux	61.8	61.0	61.0	65.0	61.0
Chexbres	59.0	61.0	64.0	64.0	64.0
Forel (Lavaux)	62.0	66.0	66.0	66.0	68.0
Lutry	54.0	56.0	56.0	56.0	56.0
Mézières	74.0	76.0	76.0	76.0	76.0
Oron	70.6	69.0	69.0	69.0	69.0
Paudex	61.0	63.0	63.0	61.5	61.5
Puidoux	64.0	66.0	66.0	68.0	68.0
Pully	63.0	65.0	63.0	63.0	63.0
Rivaz	61.5	63.5	63.5	63.5	63.5
Saint-Saphorin (Lavaux)	62.0	62.0	62.0	60.0	62.0
Savigny	66.0	68.0	68.0	67.0	67.0
Moyenne cantonale	67.3	69.4	69.6	69.7	69.7
Moyenne district Lavaux-Oron	61.9	63.4	62.6	62.8	62.5

4.3 Comparaison de l'impôt par point par habitant

Vous trouverez ci-après le tableau détaillant les valeurs du point d'impôt par habitant (source SCRIS en CHF), afin de comparer la force fiscale des communes citées au point 4.2.

Ces chiffres tiennent compte des impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques, ainsi que sur le bénéfice et le capital des personnes morales, divisés par le coefficient d'impôt et le nombre d'habitants.

Ces chiffres démontrent que Savigny dispose d'une force fiscale inférieure à la moyenne cantonale, mais également à la plupart des communes des alentours.

Années	2010	2011	2012	2013	2014
Belmont-sur-Lausanne	44.9	39.9	42.7	48.4	50.7
Bourg-en-Lavaux	43.6	53.0	50.2	52.7	61.6
Chexbres	41.0	35.3	41.6	43.6	46.8
Forel (Lavaux)	30.4	30.3	30.7	31.2	35.6
Lutry	73.9	65.2	72.0	84.6	84.1
Mézières	28.1	30.7	33.6	30.9	34.9
Oron	30.8	24.7	24.0	25.4	28.1
Paudex	117.0	99.5	109.1	93.5	104.9
Puidoux	36.0	32.2	36.1	37.2	36.3
Pully	66.5	64.9	63.1	70.8	80.3
Rivaz	45.8	37.1	35.4	52.7	50.6
Saint-Saphorin (Lavaux)	47.2	61.3	54.4	53.6	53.9
Savigny	32.8	30.3	33.6	39.9	41.5
Moyenne cantonale	39.3	38.9	39.6	41.8	46.1
Moyenne district Lavaux-Oron	53.6	50.9	52.1	57.4	47.8

5. Paramètres financiers

5.1 Dépenses

Les dépenses, y compris amortissements, se sont montées à : CHF 13'633'321 en 2012, CHF 14'659'555 en 2013 et CHF 15'964'203 en 2014.

5.2 Recettes – Evolution des recettes fiscales

Année	Personnes physiques		Personnes morales		Par habitant
	Revenus	Fortune	Bénéfice	Capital	
2005	6'144'100	691'500	133'600	27'200	2'128.50
2006	6'241'000	856'400	84'700	64'500	2'204.62
2007	6'522'000	922'300	283'400	41'100	2'344.94
2008	6'318'900	920'800	325'600	35'600	2'268.95
2009	7'183'900	905'900	425'900	11'800	2'534.18
2010	6'563'000	1'026'300	456'400	8'500	2'361.25
2011	5'696'700	837'300	301'600	-65'600	1'991.18
2012	6'420'500	880'000	358'100	2'600	2'277.41
2013	7'300'140	1'271'231	465'430	7'721	2'694.23
2014	6'824'558	1'134'815	472'593	12'999	2'555.98
B 2015	7'016'000	1'074'000	305'000	4'300	2'542.16

Les impôts dits « conjoncturels », soit droits de mutation, successions et donations ainsi que gains immobiliers sont sujets à une forte volatilité. Durant la période 2005 à 2014, ils ont varié entre CHF 660'764.50 (2006) et CHF 393'546.50 (2014). La moyenne durant cette période de 10 ans est de **CHF 536'344.10**.

5.3 22^{ème} rapport de la Municipalité « Plan financier et inventaire des travaux et équipements – Années 2010-2019 »

La Municipalité a établi le plan des projets d'investissements pour ces prochaines années. Ce document est annexé au présent préavis.

Les investissements nets prévus (hors recettes affectées) se montent à CHF 1'900'000.00 pour 2016 et à CHF 500'000.00 pour 2017.

Ils comprennent notamment :

- L'aménagement d'un trottoir et la réfection de la route d'Oron
- L'aménagement des accès avec places de parc dans le périmètre de l'Ancien collège
- La réfection de la propriété sise à la route de la Claie-aux-Moines 17 (ferme des Gavardes)
- L'entretien des bâtiments communaux
- La 2^{ème} étape de la révision du Plan directeur communal (PDCoM)
- La suite de l'étude tendant à mettre en valeur le secteur de la Porat

5.4 Analyse

Les recettes ordinaires servent en premier lieu à financer le « ménage courant », à dégager une marge d'autofinancement positive, puis à couvrir tout ou partie des investissements annuels. Dans un second temps, elles permettent d'assainir la dette. Les marges d'autofinancement cumulées des années 2005 à 2014 se montent à **CHF 17'233'547.00**.

Durant la même période, la commune a consenti à des dépenses d'investissements nets à hauteur de **CHF 21'017'191.00**.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que :

- Les comptes 2014 présentent un déficit de CHF 974'523.56 et que pour la première fois le « petit équilibre » n'a pas été atteint.
- Le budget 2015 présente un déficit de CHF 946'580.00.
- La projection prévue à fin 2016 du fonds d'égalisation des résultats laisserait apparaître un solde négatif. Pour rappel, une commune ne peut pas présenter un fonds négatif, au risque de voir le canton prendre des mesures allant jusqu'à la mise sous tutelle.
- La compression des coûts maîtrisables par l'exécutif a déjà été effectuée.
- Les dépenses suivantes sont « partiellement ou non maîtrisables » :
 - Facture sociale : **15.82** points d'impôt
 - Péréquation directe : **6.81** points d'impôt
 - Réforme policière : **1.34** point d'impôt
 - ASIJ : **10.63** points d'impôt
 - Police intercommunale : **3.67** points d'impôt
 - SDIS : **0.63** point d'impôt
 - ORPCi : **0.54** point d'impôt
 - APERO : **1.99** point d'impôt

Soit un total de **41.43** points d'impôt, représentant **61.84 %** des recettes fiscales.

6. Proposition municipale

En fonction des éléments figurant dans le présent préavis, la Municipalité propose d'augmenter de **2** points le coefficient d'imposition et de le fixer à **69** d'une part et d'augmenter de **CHF 0.20** l'impôt foncier et de le fixer à **CHF 1.20** par tranche de mille francs d'estimation fiscale d'autre part, pour les deux prochaines années, soit 2016 et 2017.

7. Arrêté d'imposition

Vous trouverez en annexe le projet d'arrêté d'imposition 2016 et 2017, conforme aux dispositions ci-dessus.

8. Conclusions

En conséquence et au vu de ce qui précède, nous avons l'honneur, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de vous demander de prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAVIGNY

Vu le préavis municipal n° 11/2015 du 21 août 2015 ;
Où le rapport de la Commission des finances chargée de son étude ;
Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. D'adopter l'arrêté d'imposition pour les années 2016 et 2017, tel que présenté.
2. De charger la Municipalité de le faire approuver par le Conseil d'Etat.

Au nom de la Municipalité de Savigny
La Syndique La Secrétaire

C. Weidmann Yenny

I. Sahli

Préavis adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 août 2015.

Délégué municipal : M. Louis Pipoz, Municipal

Annexes :

- Projet d'arrêté d'imposition pour les années 2016 et 2017
- 22^{ème} rapport de la Municipalité
« Plan financier et inventaire des travaux et équipements – Années 2010-2019 »

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la **préfecture** pour le **30 octobre 2015**

District de LAVAUX-ORON
Commune de SAVIGNY

ARRETE D'IMPOSITION

pour les années 2016 et 2017

Le Conseil communal de Savigny

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LCom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 2 ans, dès le 1er janvier 2016, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **69 % (1)**

2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **69 % (1)**

3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **69 % (1)**

4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.

néant
néant

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

néant
néant

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs **1.20 Fr.**

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LICom) :
par mille francs **0.50 Fr.**

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 Impôt personnel fixe.

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : **néant**

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 Droits de mutation, successions et donations

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat **50 cts**
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
 - en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat **100 cts**
 - en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat **100 cts**
 - en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat **100 cts**
 - entre non parents : par franc perçu par l'Etat **100 cts**

8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat **50 cts**

9 Impôt sur les loyers.

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **néant**

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

.....
(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0.00 cts

15%

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

Les sociétés locales bénéficient de l'exonération totale de cet impôt. La Municipalité est autorisée à réduire le taux en cas de spectacle répétitif, sans que ce taux soit inférieur à 5 %.

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : 100 cts

Lotos (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos): 50 cts

Exceptions : Les sociétés locales bénéficient de l'exonération totale de ces taxes.

Limité à 6% : voir les instructions

11 **Impôt sur les chiens.** 0.00 cts

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.)

par franc perçu par l'Etat

ou par chien

70.00 Fr.

Catégories : .. **Le règlement du 20 décembre 1978 concernant la perception de l'impôt cantonal sur les chiens est applicable par analogie.**Fr. ou
.....cts

Exonérations :

.....

Article 2. - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Impôt sur les patentes de tabac.** 100 cts

par franc perçu par l'Etat

13 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques** néant

(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)

Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires d'autorisation simples de débits de boissons alcooliques à l'emporter.

Limité à 0.8% du chiffre d'affaires moyen : voir les instructions

Choix du système de perception

Article 3.- Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

Échéances

Article 4.- La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard	Article 5. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 12 al. 1)
Remises d'impôts	Article 6. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	Article 7. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	Article 8. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 5 (cinq) fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	Article 9. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).
Recours au Tribunal cantonal	Article 10. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Paiement des impôts sur les successions et donations par dation	Article 11.- Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 5 octobre 2015.

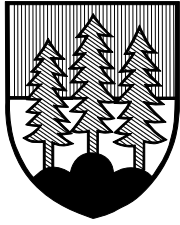
La présidente :

le sceau :

La secrétaire :

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du

(voir copie de la décision et publication FAO annexées)



COMMUNE DE SAVIGNY

22^{ème} rapport de la Municipalité de Savigny au Conseil communal

Plan financier et inventaire des travaux et équipements

Années 2010-2019

Réf. : FI 637

I:\2-finances\classement\637\préavis plan 2015.docx

Savigny, le 13 août 2015

TABLE DES MATIERES

1. Préambule	3
2. Recettes et dépenses ordinaires	3
3. Nouveaux investissements	3
4. Investissements – Recettes d'investissements	4
5. Conclusions	5

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

1. Préambule

Ce document remplace le 21^{ème} rapport sur le plan financier et inventaire des travaux et équipements (années 2009-2018), daté du 30 juillet 2014 et distribué au Conseil communal.

2. Recettes et dépenses ordinaires

De manière générale et sur la base du budget 2015, nous avons présumé une progression de l'ordre de 1.00 % pour les recettes, afin de tenir compte du ralentissement de l'économie et de 1.25 % pour les dépenses.

Le plan financier présenté est basé sur un coefficient d'impôt de **69 %**, soit **2 points** supplémentaires qu'actuellement, ainsi qu'un impôt foncier de **CHF 1.20** par tranche de mille francs d'estimation fiscale, soit **CHF 0.20** de plus qu'actuellement.

Pour le surplus, des correctifs sur les recettes et dépenses ont été intégrés comme suit :

- **Dès 2016**
 - Le solde net de la péréquation, à charge de notre commune, a été estimé à CHF 800'000.00 par année.
 - Les amortissements financiers ont été planifiés sur 50 ans et les amortissements comptables sur 25 ans.

3. Nouveaux investissements

Voici quelques commentaires sur les investissements figurant dans le plan financier annexé :

- **Trottoirs**
Il s'agit de la construction du trottoir et de la réfection de la route d'Oron.
- **Carrefour de la Claie-aux-Moines**
La création d'un giratoire, ainsi que d'une route d'accès à la Claie-aux-Moines, est repoussée en 2018-2019.
- **Ancien collège – accès / places de parc**
Aménagement des accès avec places de parc dans le périmètre de l'Ancien collège.
- **Village centre – places de parc**
Aménagement de places de parc lors de la construction de nouveaux immeubles au centre du village ; projet COOP notamment.

- **Propriété route de la Claie-aux-Moines 17**

La réfection des appartements et autres locaux du bâtiment existant, ainsi que le réaménagement du rural attenant.

- **Entretien des bâtiments**

Il s'agit des investissements compris dans le crédit-cadre pour la période 2015-2019.

- **Achat de terrains**

Au cas où des terrains sont mis en vente, la commune pourrait se porter acquéreuse, dans le but de faciliter le développement territorial, tout en créant des réserves pour l'avenir ; à signaler qu'elle est déjà propriétaire de plusieurs parcelles dans le secteur de la Porat.

- **Local pour la voirie / Rural**

L'aménagement de locaux pour la voirie aux Gavardes et la réaffectation du rural sont repoussés à 2018-2019.

- **Plan directeur communal (PDCoM)**

Il s'agit de la 2^{ème} étape de la révision prévue sur les années 2017-2018.

- **Plan partiel d'affectation (PPA) La Porat**

La suite de l'étude tendant à mettre en valeur le secteur de la Porat sera menée parallèlement à la 2^{ème} étape de la révision du PDCoM.

- **Plan général d'affectation (PGA)**

Elaboration d'un nouveau plan général d'affectation (PGA) en remplacement de celui actuellement en vigueur datant de 1981.

- **Extension du réseau d'eau**

Il s'agit de travaux prévus par le plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) et le remplacement de la conduite du chemin de la Cabuse en 2018.

4. Investissements – Recettes d'investissements

Figurent sous cette rubrique :

- Les montants escomptés à titre de subvention cantonale.
- Les participations des propriétaires privés pour leurs raccordements.

5. Conclusions

La commune a investi plus de **21 millions** de francs durant les dix dernières années (STEP, déchetterie, assainissement de quartiers, accueil de la petite enfance, construction de trottoirs, réfection de routes, entretien des bâtiments). Durant cette même période, les marges d'autofinancement cumulées ont atteint **17 millions** de francs.

Au vu de ce qui précède et considérant la situation financière actuelle de la commune, la Municipalité a reporté un certain nombre d'investissements, afin de stabiliser l'évolution négative de nos finances.

Elle conserve cependant l'objectif de continuer à investir avec précaution pour maintenir l'état de notre patrimoine immobilier et routier, ainsi que développer des futures zones constructibles.

En conséquence et au vu de ce qui précède, nous avons l'honneur, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de vous demander de prendre acte du présent rapport.

Au nom de la Municipalité de Savigny
La Syndique La Secrétaire

C. Weidmann Yenny

I. Sahli

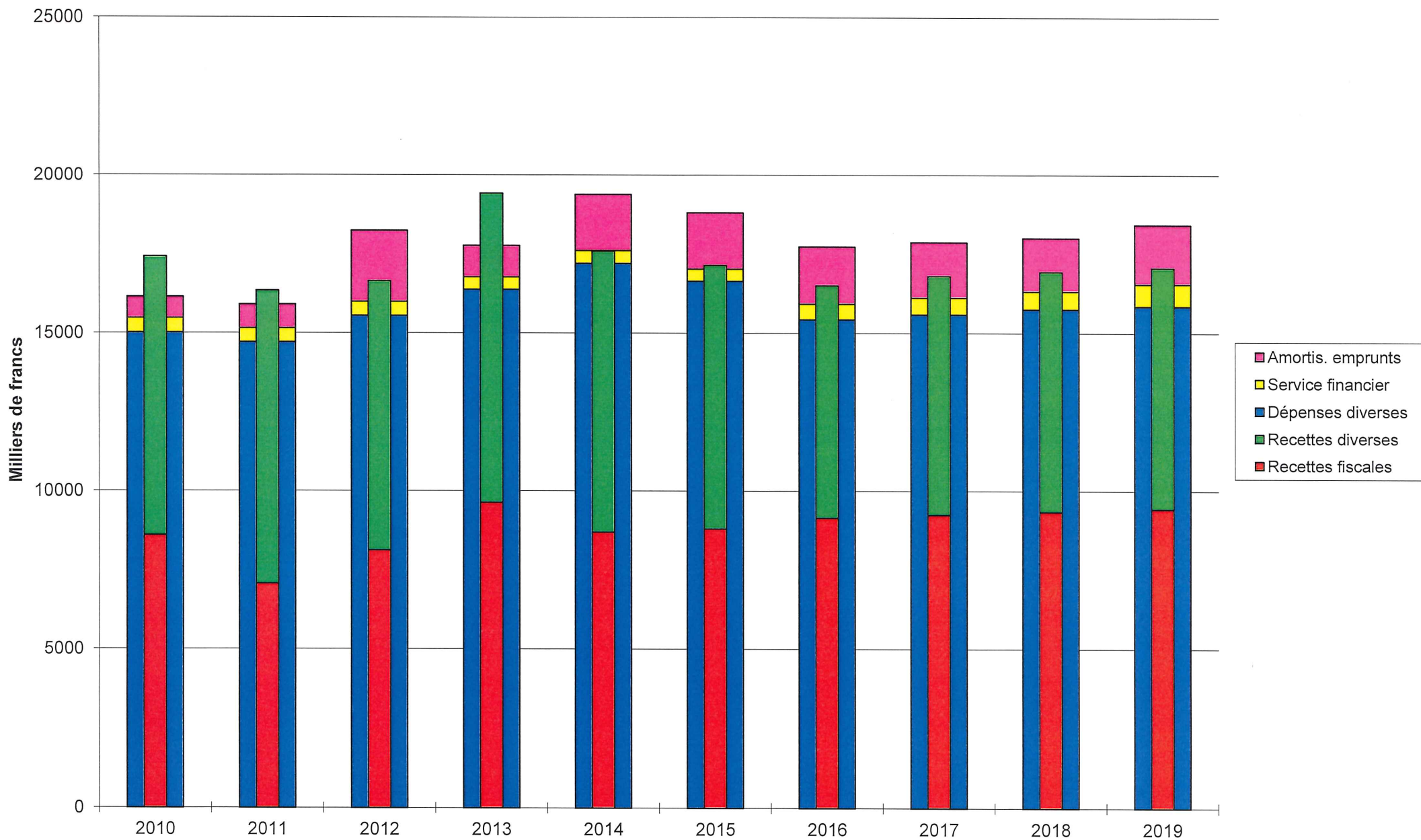
Rapport adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 août 2015.

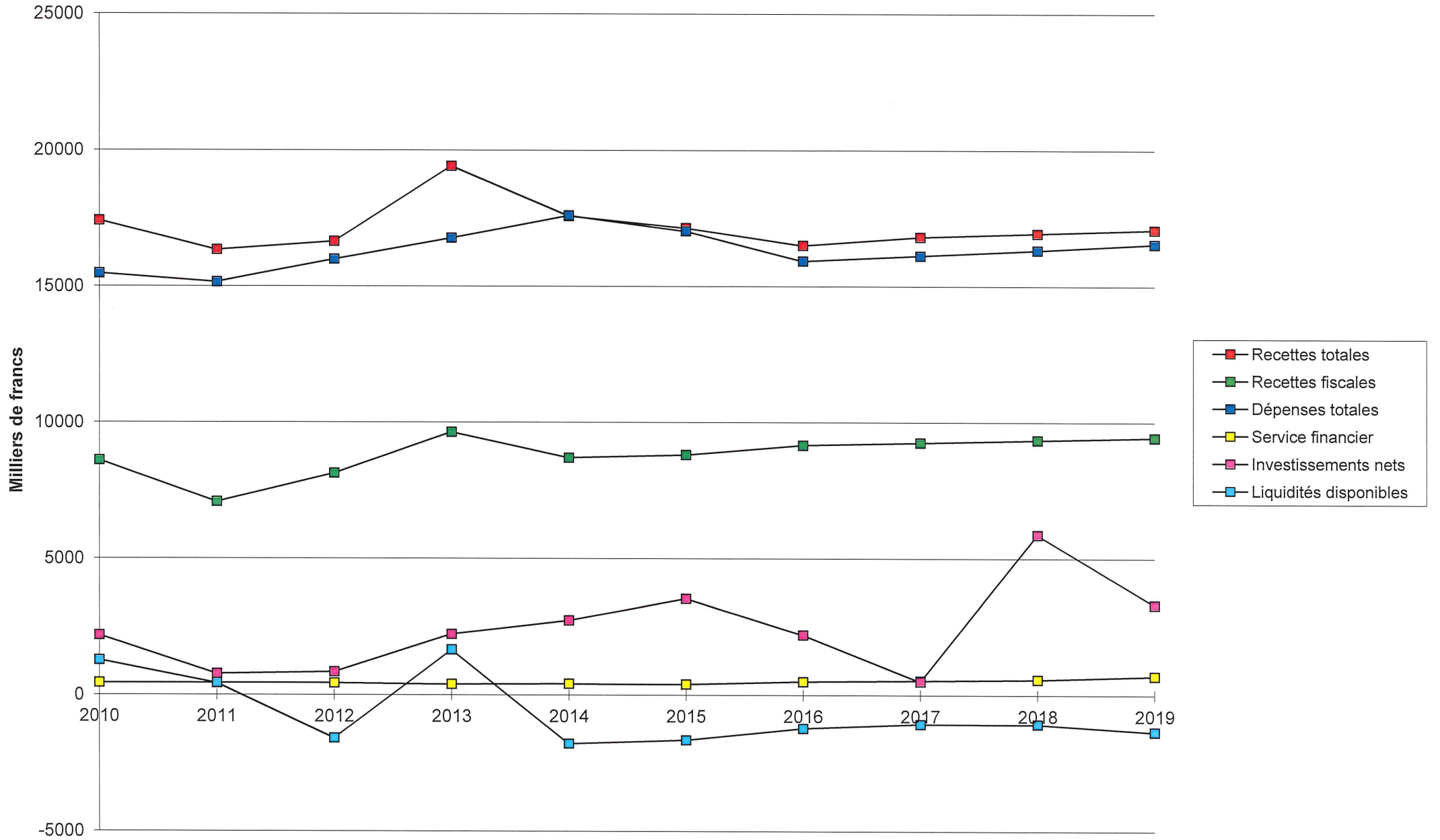
Délégué municipal : M. Louis Pipoz, Municipal

Annexe : Plan financier et inventaire des équipements – Années 2010-2019

PLAN FINANCIER ET INVENTAIRE DES TRAVAUX ET ÉQUIPEMENTS

ANNÉES 2010-2019





<u>RAPPORT "INTERETS DES DETTES - RECETTES FISCALES"</u>			
Année	Service financier	Recettes fiscales	Rapport en %
2010	449'305	8'606'688	5.22
2011	441'999	7'081'048	6.24
2012	439'140	8'131'105	5.40
2013	397'080	9'639'920	4.12
2014	409'589	8'701'553	4.71
2015	396'300	8'808'500	4.50
2016	496'300	9'160'400	5.42
2017	527'300	9'251'800	5.70
2018	568'400	9'344'300	6.08
2019	696'000	9'436'800	7.38

RECETTES ORDINAIRES										
Nature / année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
10 Autorités	3'006	4'460	5'818	9'996	9'089	6'800	6'900	7'000	7'100	7'200
11 Administration	79'998	112'140	76'817	123'861	114'858	61'000	71'300	71'600	71'900	72'200
15 Affaires culturelles	160'383	159'501	165'711	206'108	208'857	207'270	208'270	209'270	210'270	211'270
17 Sports	3'260	1'760	3'130	3'130	6'810	3'200	3'200	3'200	3'200	3'200
18 Transports publics	0	256	0	0	0	0	0	0	0	0
21 Impôts - Revenus	7'019'416	5'998'321	6'778'570	7'765'570	7'297'151	7'321'000	7'615'200	7'691'400	7'768'600	7'845'800
21 Impôts - Fortune	1'034'857	771'711	882'580	1'278'952	1'147'814	1'078'300	1'121'400	1'132'400	1'143'400	1'154'400
21 Impôts - Source	541'253	261'554	431'942	512'658	211'793	348'200	362'200	365'800	369'500	373'200
21 Impôts - Divers	1'303'703	1'316'324	1'211'942	1'380'321	1'155'341	1'198'200	1'337'400	1'350'700	1'364'200	1'377'800
22 Service financier	2'943'460	3'376'230	2'734'271	2'574'989	2'221'648	2'096'500	1'759'300	1'759'300	1'759'300	1'759'300
23 Amortissements	1'153'041	1'033'306	1'067'969	1'138'531	764'291	879'750	0	0	0	0
31 Terrains	44'111	46'110	46'111	45'611	64'111	52'120	52'120	52'120	52'120	52'120
32 Forêts	197'950	242'302	219'066	210'428	179'255	125'900	118'600	119'800	121'000	122'200
35 Bâtiments	606'712	575'617	741'836	1'371'422	1'340'328	1'282'420	1'286'520	1'290'620	1'294'720	1'298'820
41 Service technique	30'022	18'032	24'621	34'516	20'828	18'000	18'200	18'400	18'600	18'800
42 Urbanisme	350	0	0	0	0	30'000	30'300	30'600	30'900	31'200
43 Routes	42'257	47'445	68'402	19'991	55'614	10'400	10'500	10'600	10'700	10'800
44 Parcs et promenades	20'200	20'200	20'600	20'100	46'100	53'050	53'050	53'050	53'050	53'050
45 Ordures ménagères	31'537	34'081	29'566	29'089	554'870	555'000	629'500	630'000	630'500	631'000
46 Réseau égouts	708'462	664'548	617'650	848'593	876'267	804'800	812'900	821'000	829'200	837'400
51 Enseignement primaire	345'826	373'865	404'611	663'207	515'204	366'600	370'300	374'000	377'700	381'500
52 Enseignement secondaire	539'381	524'028	488'713	375'023	216'974	98'970	100'000	101'000	102'000	103'000
53 Enseignement spécialisé	13'461	10'545	11'448	26'569	28'110	30'050	30'400	30'700	31'000	31'300
57 Cantine scolaire	15'119	57'799	65'463	67'646	41'518	0	0	0	0	0
58 Temple et cultes	2'736	40	7'438	0	0	0	0	0	0	0
61 Service de police	34'930	52'970	2'030	59'717	45'844	0	0	0	0	0
63 Police sanitaire	1'837	1'439	322	870	538	1'000	1'000	1'000	1'000	1'000
64 Service inhumations	3'400	4'100	4'750	1'700	5'330	3'000	3'000	3'000	3'000	3'000
65 Défense contre l'incendie	60'264	71'675	74'973	62'059	2'634	21'050	0	175'000	176'800	178'600
66 Protection civile	6'515	6'528	13'157	6'560	10'958	84'000	84'900	85'800	86'700	87'600
72 Prévoyance sociale	3'501	3'060	859	161'831	8'035	0	0	0	0	0
73 Santé publique					9'268					
81 Service des eaux	464'461	540'942	438'646	418'860	421'472	407'400	411'400	415'400	419'400	423'500
TOTAUX	17'415'409	16'330'889	16'639'012	19'417'908	17'580'908	17'143'980	16'497'860	16'802'760	16'935'860	17'069'260

DEPENSES ORDINAIRES										
Nature / année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
10 Autorités	244'487	315'414	376'025	377'841	374'992	386'700	391'500	396'400	401'300	406'200
11 Administration	826'735	887'819	865'411	935'312	892'914	991'700	1'004'000	1'016'400	1'029'000	1'041'800
15 Affaires culturelles et loisirs	384'164	384'229	450'350	433'605	424'873	456'500	457'200	461'100	465'000	468'900
17 Sports	100'249	69'387	77'362	82'321	93'576	107'500	76'400	77'000	77'600	78'200
18 Transports publics	184'462	192'031	187'738	162'328	177'865	184'300	199'500	206'900	214'400	222'000
21 Impôts - Défalcation	496'577	275'282	183'140	296'822	324'074	270'600	274'000	277'400	280'800	284'300
22 Service financier	1'998'935	2'851'914	2'842'664	2'681'865	3'768'769	2'809'500	2'846'900	2'848'200	2'848'200	2'848'200
31 Terrains	0	0	32'582	0	0	0	0	0	0	0
32 Forêts	237'937	237'989	240'932	251'773	195'210	215'200	216'800	219'400	222'000	224'700
35 Bâtiments	2'412'224	2'187'576	2'338'983	2'111'210	1'872'918	1'851'700	1'035'950	1'048'350	1'060'750	1'071'850
41 Service technique	136'088	141'803	133'372	164'650	162'383	142'400	144'000	145'700	147'400	149'100
42 Urbanisme	86'419	82'566	90'087	93'814	162'105	128'200	129'800	131'400	133'000	134'600
43 Routes	1'409'328	1'138'104	1'330'252	1'332'469	1'213'081	1'407'820	1'153'200	1'167'400	1'181'600	1'195'900
44 Parcs et cimetière	151'029	126'606	131'687	131'136	139'225	156'000	157'900	159'800	161'700	163'700
45 Ordures ménagères	514'949	595'106	618'231	673'712	655'978	590'420	528'500	535'100	541'800	485'400
46 Réseau égouts	540'199	585'008	505'694	564'793	521'597	559'100	564'500	570'000	575'500	581'100
51 Enseignement primaire	763'636	761'739	724'344	663'208	515'204	366'600	370'900	375'300	379'700	384'200
52 Enseignement secondaire	873'165	881'216	941'614	1'925'022	1'568'464	1'848'970	1'870'870	1'892'970	1'915'370	1'938'070
53 Enseignement spécialisé	449'075	26'726	28'857	26'569	28'110	30'050	30'100	30'100	30'100	30'100
54 Orientation professionnelle	3'674	4'299	3'548	3'692	3'617	4'000	4'100	4'200	4'300	4'400
57 Cantine scolaire	29'928	81'191	88'807	91'443	45'992	0	0	0	0	0
58 Temple et cultes	45'611	62'755	58'401	42'283	44'732	58'750	48'500	48'900	49'300	49'700
61 Service de police	337'153	336'019	657'896	629'284	676'367	720'100	698'800	707'400	716'100	724'900
63 Police sanitaire	6'111	4'036	3'613	4'459	3'701	5'000	5'100	5'200	5'300	5'400
64 Service inhumations	13'262	12'481	13'535	13'398	16'892	13'000	13'200	13'400	13'600	13'800
65 Défense contre l'incendie	55'153	73'940	67'699	50'032	107'239	97'100	89'500	90'600	91'700	92'800
66 Protection civile	62'096	65'545	76'578	82'898	76'182	86'500	86'700	87'800	88'900	90'000
71 Service social	0	0	0	0	337'197	337'300	341'500	345'800	350'100	354'500
72 Prévoyance sociale	2'329'650	1'863'442	2'060'574	2'075'198	2'342'330	2'188'000	2'093'800	2'120'000	2'146'500	2'173'300
73 Santé publique	328'229	383'891	499'453	480'943	474'378	525'000	531'600	538'200	544'900	551'700
81 Service des eaux	447'572	523'198	355'763	383'712	382'908	489'400	495'000	500'600	506'200	511'900
TOTAUX	15'468'097	15'151'312	15'985'192	16'765'792	17'602'871	17'027'410	15'859'820	16'021'020	16'182'120	16'280'720

	INVESTISSEMENTS BRUTS									
Nature / année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<u>DIVERS</u>										
Trottoirs	511'130				639'876	800'000	800'000			
Réfection routes de Chexbres et Lutry			174'277							
Carrefour La Claie-aux-Moines						30'000			1'800'000	400'000
Groupe scolaire - Chauffage	274'920	1'514								
Groupe scolaire - Etude/transform.						750'000				
Accueil de jour des enfants						500'000				
Ancien collège - accès/places de parc							100'000			
Village centre - places de parc									1'000'000	
Propriété route Claie-aux-Moines 17							600'000			
Entretien de bâtiments	570'489	219'393	216'872	191'519	167'879	400'000	350'000	350'000	350'000	
Vestiaires St-Amour					91'469					
Achats de terrains									1'000'000	
Véhicules scolaires										
Local pour la voirie										2'000'000
Rural								50'000	1'400'000	
Véhicule pour la voirie		98'000			275'800					
Etude gestion des déchets		125'868	74'520	-14'670						
Construction déchetterie			63'843	1'820'326	1'817'313					
PDCOM					28'635	100'000	50'000	50'000	50'000	
PPA La Porat		32'400						50'000	50'000	
Plan général d'affectation									80'000	
	1'356'539	477'175	529'512	1'997'175	3'020'972	2'580'000	1'900'000	500'000	5'730'000	2'400'000

INVESTISSEMENTS BRUTS (suite)										
Nature / année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
RESEAU D'EGOUTS ET D'EPURATION										
Collecteurs										
Collecteurs La Vaudèze										
Collecteurs route de Lutry / Tantérine						800'000	350'000			
Assain. Martinet d'en Haut	153'770	4'005								
Assain. Séchaude-Pra Charbon	16'000	293'211	316'384							
Traversée du village										
Step - équipements, machines										
Step - génie civil et bâtiments										
P G E E										
	169'770	297'216	316'384	0	0	800'000	350'000	0	0	0
SERVICE DES EAUX										
Extension réseau eau										
Réf. de sources / pompages										
Réf. de réservoirs (mise en conf.)										1'000'000
Captage de Nazareth	21'022									
Captages Renard et Bron				257'316	51'801					
Conduite route de Pré la Pierre	205'570									
Conduites Nialin, Martinet, Eden-Roc	433'740	7'388								
Conduite route de la Roche						300'000				
Conduite route de l'Ancienne-Poste				99'364	9'045					
Conduite chemin de la Cabuse									150'000	
Télécommande & gestion inform.										
	660'332	7'388	0	356'680	60'846	300'000	0	0	150'000	1'000'000
TOTAUX	2'186'641	781'779	845'896	2'353'855	3'081'818	3'680'000	2'250'000	500'000	5'880'000	3'400'000

Nature / année	RECETTES D'INVESTISSEMENTS									
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<u>DIVERS</u>										
Carrefour La Claie-aux-Moines										100'000
Véhicules scolaires										
Véhicule pour la voirie										
Gestion des déchets				125'000	333'333					
	0	0	0	125'000	333'333	0	0	0	0	100'000
<u>RESEAU D'EGOUTS ET D'EPURATION</u>										
Collecteurs		8'891				150'000	50'000			
Step										
P G E E										
	0	8'891	0	0	0	150'000	50'000	0	0	0
<u>SERVICE DES EAUX</u>										
Extension réseau d'eau					19'151					
	0	0	0	0	19'151	0	0	0	0	0
TOTAUX	0	8'891	0	125'000	352'484	150'000	50'000	0	0	100'000
INVESTISSEMENTS NETS	2'186'641	772'888	845'896	2'228'855	2'729'334	3'530'000	2'200'000	500'000	5'880'000	3'300'000

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET DU RESULTAT FINANCIER										
ANNEE	Dépenses ordinaires	Charges emprunts nouveaux	Total dépenses ordinaires	Recettes ordinaires	Marge auto-financ.	Amortis. et rembours. d'emprunts	Liquidités disponibles	Investis. nets	Nouveaux emprunts	Résultats financiers nets
2010	15'468'097		15'468'097	17'415'409	1'947'312	671'000	1'276'312	2'186'641	1'500'000	589'671
2011	15'151'312		15'151'312	16'330'889	1'179'577	746'000	433'577	772'888	0	-339'311
2012	15'985'192		15'985'192	16'639'012	653'820	2'246'000	-1'592'180	845'896	5'000'000	2'561'924
2013	16'765'792		16'765'792	19'417'908	2'652'116	996'000	1'656'116	2'228'855	0	-572'739
2014	17'602'871		17'602'871	17'580'908	-21'963	1'776'000	-1'797'963	2'729'334	5'000'000	472'703
TOTAUX	80'973'264		80'973'264	87'384'126	6'410'862	6'435'000	-24'138	8'763'614	11'500'000	2'712'248
2015	17'027'410	0	17'027'410	17'143'980	116'570	1'776'000	-1'659'430	3'530'000	1'530'000	-3'659'430
2016	15'859'820	62'600	15'922'420	16'497'860	575'440	1'801'000	-1'225'560	2'200'000	2'200'000	-1'225'560
2017	16'021'020	92'300	16'113'320	16'802'760	689'440	1'755'000	-1'065'560	500'000	500'000	-1'065'560
2018	16'182'120	133'400	16'315'520	16'935'860	620'340	1'690'000	-1'069'660	5'880'000	5'880'000	-1'069'660
2019	16'280'720	261'000	16'541'720	17'069'260	527'540	1'883'000	-1'355'460	3'300'000	3'300'000	-1'355'460
TOTAUX	81'371'090	549'300	81'920'390	84'449'720	2'529'330	8'905'000	-6'375'670	15'410'000	13'410'000	-8'375'670

EVOLUTION DU RESULTAT - FONCTIONNEMENT										
		Charges	Total		Marge		Provisions			Fonds
	Dépenses	emprunts	dépenses	Recettes	auto-	Amortis-	extra-			d'égalisation
ANNEE	ordinaires	nouveaux	ordinaires	ordinaires	financ.	sement	ordinaires	Résultat	Arrondi	des résultats
										3'399'596
2010	14'425'173		14'425'173	16'182'222	1'757'049	1'186'441	456'970	113'638		3'513'234
2011	13'969'166		13'969'166	15'053'724	1'084'558	1'060'706	587'754	-563'902	2	2'949'334
2012	15'056'036		15'056'036	15'507'743	451'707	1'095'370	-124'942	-518'721	-1	2'430'612
2013	15'767'255		15'767'255	18'088'396	2'321'141	2'328'576	-63'447	56'012		2'486'624
2014	16'591'128		16'591'128	16'280'536	-310'592	852'994	-189'063	-974'524	1	1'512'101
TOTAUX	75'808'758		75'808'758	81'112'621	5'303'863	6'524'087		-1'887'497	2	
2015	15'978'910	0	15'978'910	15'931'780	-47'130	899'450		-946'580		565'521
2016	14'800'320	47'000	14'847'320	15'273'560	426'240	835'150		-408'910		156'611
2017	14'950'420	73'200	15'023'620	15'566'360	542'740	911'150		-368'410		-211'799
2018	15'100'420	114'100	15'214'520	15'687'260	472'740	931'150		-458'410		-670'209
2019	15'187'720	233'200	15'420'920	15'808'360	387'440	1'160'350		-772'910		-1'443'119
TOTAUX	76'017'790	467'500	76'485'290	78'267'320	1'782'030	4'737'250		-2'955'220		

EVOLUTION DU RESULTAT - RESEAU D'EGOUTS ET D'EPURATION										
ANNEE	Dépenses ordinaires	Charges emprunts nouveaux	Total dépenses ordinaires	Recettes ordinaires	Marge auto-financ.	Amortissement	Provisions extraordinaires	Résultat	Arrondi	Fonds de réserve
										1'145'142
2010	540'199		540'199	708'462	168'263	333'469	-6'605	-158'601		986'541
2011	585'008		585'008	664'548	79'540	337'656	-58	-258'058	-1	728'482
2012	505'694		505'694	617'650	111'956	328'170		-216'214		512'268
2013	564'793		564'793	848'593	283'800	350'374	-570	-66'004	-1	446'263
2014	521'597		521'597	876'267	354'671	340'630		14'041	-1	460'303
TOTAUX	2'717'291		2'717'291	3'715'520	998'230	1'690'299		-684'836	-3	
2015	559'100	0	559'100	804'800	245'700	338'000		-92'300		368'003
2016	564'500	11'100	575'600	812'900	237'300	364'000		-126'700		241'303
2017	570'000	14'700	584'700	821'000	236'300	376'000		-139'700		101'603
2018	575'500	14'200	589'700	829'200	239'500	376'000		-136'500		-34'897
2019	581'100	13'700	594'800	837'400	242'600	376'000		-133'400		-168'297
TOTAUX	2'850'200	53'700	2'903'900	4'105'300	1'201'400	1'830'000		-628'600		

EVOLUTION DU RESULTAT - SERVICE DES EAUX										
ANNEE	Dépenses ordinaires	Charges emprunts nouveaux	Total dépenses ordinaires	Recettes ordinaires	Marge auto-financ.	Amortissement	Provisions extra-ordinaires	Résultat	Arrondi	Fonds de réserve
										1'002'778
2010	447'572		447'572	464'461	16'889	108'799		-91'910	-1	910'867
2011	523'198		523'198	540'942	17'744	96'825	-19'030	-60'051		850'816
2012	355'763		355'763	438'646	82'883	107'638	-118	-24'637	1	826'180
2013	383'712		383'712	418'860	35'148	107'510		-72'362	-1	753'817
2014	382'908		382'908	421'472	38'564	124'284	-19'151	-66'570	2	687'249
TOTAUX	2'093'153		2'093'153	2'284'381	191'228	545'056		-315'530	1	
2015	489'400	0	489'400	407'400	-82'000	117'600		-199'600		487'649
2016	495'000	4'500	499'500	411'400	-88'100	129'600		-217'700		269'949
2017	500'600	4'400	505'000	415'400	-89'600	129'600		-219'200		50'749
2018	506'200	5'100	511'300	419'400	-91'900	129'600		-221'500		-170'751
2019	511'900	14'100	526'000	423'500	-102'500	135'600		-238'100		-408'851
TOTAUX	2'503'100	28'100	2'531'200	2'077'100	-454'100	642'000		-1'096'100		